



Conseil économique et social

Distr. générale
2 novembre 2012
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2013

21-30 janvier et 8 février 2013

Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Stree Atyachar Virodhi Parishad	3
2. Volontari nel Mondo.	4
3. War Veterans Committee	7
4. Institut international Winrock pour le développement agricole	8
5. Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management	11
6. Women's Association of Macau	13
7. Women's Consortium of Nigeria.	14
8. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	16
9. Won-Buddhism Women's Association	18
10. Woods Hole Research Center	20
11. Word of Life Christian Fellowship	21



12.	World Council of Independent Christian Churches	23
13.	World Human Dimension	24
14.	Fédération mondiale des anciens combattants	26
15.	World Vision International	28

1. Stree Atyachar Virodhi Parishad

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

L'organisation se consacre au bien-être des femmes. Elle utilise des stratégies militantes, institutionnelles et académiques pour atteindre ses objectifs.

Changements à signaler

La construction du campus Swayamsiddha pour femmes, qui s'effectue sur un terrain appartenant à l'organisation, s'est poursuivie. Depuis 2008, un foyer pour femmes a été construit, de même qu'un institut de formation et une cantine. Le foyer a déjà ouvert ses portes et les autres projets seront bientôt opérationnels.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation soutient de nombreuses initiatives militantes, institutionnelles et académiques axées sur les résultats, la résolution des problèmes et les tendances sociales, et contribuant à la réalisation de l'objectif 3 des OMD qui vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, l'organisation a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme. Elle a également présenté une déclaration écrite lors de cette session, dans le cadre des réponses fournies pour évaluer les progrès réalisés 15 ans après Beijing. La déclaration, qui a été acceptée et diffusée lors de la session, récapitulait les résultats, les défis, les nouvelles tendances et les recommandations sur les thèmes suivants : « La violence à l'égard des femmes », « Les femmes, le pouvoir et la prise de décisions » et « Les filles ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à des conférences locales, nationales et régionales en préparation de la session de 2010 de la Commission. Elle a présenté des documents de réflexion, des rapports sur l'état d'avancement de ses activités et des travaux de recherche pertinents.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En ce qui concerne l'objectif 3 qui vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, depuis 2008, l'organisation s'est efforcée de prévenir et de combattre la violence familiale, en proposant des services de conseil, d'assistance juridique et de réhabilitation, en prenant des initiatives au niveau politique, y compris en s'engageant dans le lobbying. Son organisation sœur propose des services institutionnalisés de conseil et un foyer aux femmes qui souffrent dans leur famille, leur communauté ou leur État. Un volet important de ce travail consiste à aider les femmes sans ressources victimes de violence familiale qui ont été chassées du domicile conjugal et à leur permettre de vivre seules dans la dignité. Elles souffrent généralement de graves séquelles physiques et psychologiques, et l'organisation s'efforce de les aider à se reconstruire.

Depuis 2008, l'organisation a aidé près de 500 femmes démunies victimes de violence familiale.

L'organisation a organisé des réunions, publié de nombreux documents et mené des activités de sensibilisation à grande échelle afin de prévenir et combattre le fœticide et l'infanticide féminins. Il s'agit d'un grave problème, établi de longue date, auquel il convient de s'attaquer de toute urgence en raison du déséquilibre de plus en plus marqué dans la répartition des sexes. L'organisation lance régulièrement des initiatives afin de combattre la violence sexuelle, notamment à l'égard des jeunes filles. Ces actions visent à familiariser et sensibiliser les femmes en matière juridique, à apporter un appui juridique et social aux victimes, et à mener des campagnes en faveur d'une modification de la loi. Dans le cadre de ces projets, l'organisation contribue à la réhabilitation, la formation et l'émancipation économique des victimes de la traite des personnes. Elle va même jusqu'à proposer une assistance aux victimes pour préparer leur défense en cas de procès.

Parmi les autres actions notoires, l'organisation participe, au côté de la police et du gouvernement, au sauvetage et à la réhabilitation des jeunes filles dont les mères sont des travailleuses du sexe.

En Inde, les mères célibataires sont fortement stigmatisées. L'organisation se penche sur cette question depuis 1990, et depuis 2008, elle a aidé entre 10 et 100 mères célibataires en leur proposant un abri, une formation, l'adoption ou une aide pour élever leur enfant, une assistance juridique et des services de réhabilitation. L'organisation lance régulièrement des initiatives pour aider les femmes à s'émanciper sur le plan économique, y compris en leur proposant un abri, des programmes de formation et une assistance afin qu'elles puissent vivre dans la dignité. Elle s'efforce également d'aider les travailleuses marginalisées du secteur informel et de combattre l'exploitation sexuelle sur le lieu de travail. Ces efforts vont même jusqu'à aider les groupes féminins d'entraide et de micro-financement.

L'Inde a instauré plusieurs quotas pour les femmes souhaitant travailler en politique au sein des organismes locaux. L'organisation propose des programmes de formation aux représentantes récemment élues dans les gouvernements locaux, afin qu'elles puissent mieux s'acquitter de leurs fonctions officielles. Elle s'efforce également de répondre aux besoins spécifiques des femmes appartenant à la caste inférieure des dalits, qui souffrent en raison de leur origine sociale et de leur sexe. Enfin, elle organise régulièrement, dans les zones rurales, des événements de proximité permettant aux jeunes femmes de découvrir les droits juridiques dont elle dispose, les programmes gouvernementaux qui les concernent et les outils sociaux et réglementaires qui peuvent les aider à vivre dans la dignité.

2. Volontari nel Mondo

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Volontari nel Mondo est une fédération de 61 organisations chrétiennes de services bénévoles internationaux, qui s'attache à promouvoir la justice sociale, la solidarité, la compréhension internationale et la coopération au développement. La fédération a pour but de sensibiliser aux problèmes dus aux privations et à

l'injustice sociale, d'affirmer la dignité humaine, de lutter contre la faim et la pauvreté, d'établir une culture de paix et de non-violence, et de promouvoir le développement social et économique dans les pays pauvres. La fédération travaille quotidiennement à des projets sur le terrain ainsi qu'à des actions internationales, nationales ou locales, en vue d'améliorer l'engagement des citoyens du monde entier dans la lutte contre la pauvreté et l'injustice sociale.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a lancé des campagnes en faveur de ces thèmes essentiels :

- L'éducation des enfants à l'échelle mondiale : les activités organisées dans le cadre de cette initiative se sont poursuivies jusqu'en 2008. L'objectif du projet était de prendre conscience qu'il était urgent de mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment celui de l'enseignement primaire universel.
- Campagne sur le climat : en 2009, l'organisation a créé un site web afin de demander au Gouvernement italien de plaider en faveur d'un accord international reconnaissant le droit des peuples au développement durable et, d'ici 2020, de la réduction des émissions de gaz de 30 à 40 % par rapport aux niveaux de 1990.
- En 2010, l'organisation s'est mobilisée à l'échelle nationale dans le cadre de la campagne internationale en faveur de la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières. Elle s'est engagée dans des activités de lobbying auprès des institutions nationales et européennes afin de s'assurer que les revenus de cette taxe soient reversés aux objectifs du Millénaire pour le développement.
- En 2011, l'organisation a rejoint une alliance catholique pour le lancement d'une campagne nationale en préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : Douzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en avril, à Accra; Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, en septembre, à New York.

2009 : CNUCED – Symposium sur la crise financière « La crise mondiale et le développement : la voie vers le futur », en mai, à Genève; négociations concernant la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en juin, à Bonn, en Allemagne; Conférence des Nations Unies au plus haut niveau sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, en juin, à New York; CNUCED, réunion avec la société civile sur le commerce et le développement, en septembre, à Genève; Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les changements climatiques, en septembre; Quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Copenhague.

2010 : Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, en septembre, à New York; Seizième session de

la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en novembre/décembre, à Cancun, au Mexique.

2011 : Quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en mai, à Istanbul; Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée à la célébration du dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, en septembre, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2009, en marge du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Volontari nel Mondo a coordonné l'organisation d'un forum de la société civile. Ce forum s'est tenu à Rome, avec le soutien financier de la municipalité, du Fonds international de développement agricole et du Programme alimentaire mondial. L'organisation a étroitement suivi la procédure de réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO en participant à la session du comité organisée en 2010 et 2011.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En collaboration avec la Coopération internationale pour le développement et la solidarité et en vue de contribuer à la réalisation de l'objectif 7 des OMD, l'organisation a lancé une campagne nationale et internationale sur la justice climatique en préparation de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009. En tant que partie intégrante de la Coalition italienne en marche pour le climat, l'organisation a contribué à la tenue d'un séminaire et à la mobilisation publique lors de la rencontre des ministres de l'environnement des pays du G8 (Groupe des huit), organisée en 2009, à Syracuse, en Italie. La Coalition en marche pour le climat a publié une liste de recommandations destinées aux ministres de l'environnement des pays du G8, qui les exhortait à confirmer leur engagement d'obtenir un accord ambitieux sur les changements climatiques. En 2010, l'organisation a continué d'exhorter à la fois les gouvernements nationaux respectifs et l'Union européenne à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 %, ce qui constituerait une première étape vers la réduction de 40 % que préconisent les scientifiques pour lutter efficacement contre les changements climatiques. Dans le cadre de l'exposition internationale sur l'environnement, Terra Futura, l'organisation a créé un arc-en-ciel de lumière sur la ville de Florence afin de lancer un appel en faveur de la justice climatique. En préparation du Sommet sur les objectifs du Millénaire pour le développement organisé à New York, en 2010, une délégation d'évêques africains et de spécialistes du développement a rencontré des dirigeants politiques européens afin de discuter des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour améliorer le bien-être des communautés africaines, des obstacles qu'elles rencontrent et des priorités qui doivent être fixées pour que les choses évoluent. L'organisation a accueilli la délégation en Italie, du 13 au 15 septembre 2010.

3. War Veterans Committee

Statut spécial : 2004

Introduction

Le War Veterans Committee est inscrit au registre du service d'inscription fédéral de la Fédération de Russie. Le comité est composé de 50 organisations régionales ou internationales d'anciens combattants de pays de l'ex-Union soviétique. Il aide les personnes qui ont pris part à des hostilités, accomplissant leur devoir militaire, et celles qui ont souffert des hostilités, des conflits locaux et des actes de terrorisme ainsi que leurs familles, et défend leurs droits. Selon une estimation prudente, on compte quelque 3 millions d'anciens combattants dans la Communauté d'États indépendants.

Contribution à des activités des Nations Unies

La troisième Convention internationale du War Veterans Committee, qui s'est tenue à Bakou le 6 février 2008, a lancé un appel afin de confirmer l'importance des questions qui touchent les anciens combattants dans l'ordre du jour des Nations Unies.

Le 10 décembre 2008, le Comité chargé des organisations non gouvernementales au sein du Département de l'information a accepté que le War Veterans Committee soit associé au Département.

La quatrième Convention internationale du War Veterans Committee, qui s'est tenue à Moscou le 16 mars 2012, a adopté une résolution confirmant l'adhésion de l'organisation aux principes et aux objectifs des Nations Unies, et a voté afin de maintenir son statut consultatif auprès du Conseil et son association avec le Département de l'information.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

a) Une délégation du comité a participé à la quarante-sixième session de la Commission du développement social, qui s'est tenue du 6 au 15 février 2008 à New York.

b) Le 12 février 2008, la délégation du comité a organisé, en marge de la session, un événement et une conférence de presse qui avaient pour thème : « Viabilité, emploi et travail décent pour les anciens combattants des guerres, des conflits militaires et des opérations locales de maintien de la paix ».

c) Du 29 mai au 6 juin 2008, un représentant a participé à la reprise de la session du Comité chargé des organisations non gouvernementales, organisée à New York.

d) Un représentant a assisté à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information des Nations Unies pour les ONG, qui s'est tenue du 3 au 5 septembre 2008 au siège de l'UNESCO sur le thème « Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : la Déclaration universelle à 60 ans », et a participé aux ateliers de la mi-journée.

e) Du 20 au 23 mai 2009, un représentant a participé à la reprise de la session du Comité chargé des organisations non gouvernementales, organisée à New York.

f) En juillet 2009, à Genève, le vice-président du comité et son représentant auprès du Conseil ont présenté, en marge de la session de haut niveau du Conseil économique et social, un événement sur le thème « Une meilleure santé pour les anciens combattants : ce que peuvent faire les ONG en conformité avec les objectifs des Nations Unies ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

a) Un représentant a participé à la réunion du Conseil de la Conférence des ONG organisée du 28 février au 1er mars 2008 à New York.

b) Le 29 février 2008, un représentant a négocié avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats afin d'étudier la possibilité pour les sociétés privées basées dans la Fédération de Russie de participer aux programmes soutenus par les Nations Unies visant à fournir une assistance aux anciens combattants.

c) Du 12 au 17 novembre 2009, le comité a accueilli la délégation de la Conférence des ONG. Plusieurs activités en rapport avec l'ONU et la Conférence étaient incluses dans le programme de la visite.

d) Le 26 août 2010, à Moscou, une réunion a été organisée avec le nouveau coordinateur exécutif de l'Alliance mondiale pour les technologies de l'information et des communications au service du développement sur le thème d'une éventuelle coopération entre le comité et l'alliance.

Renseignements complémentaires

a) Le 13 octobre 2008, dans le cadre des audiences consacrées au Conseil de la Fédération de Russie (chambre du Parlement), présentation détaillée de la coopération entre le comité et les Nations Unies.

b) Les 15 et 16 octobre 2008, lors de réunions avec des autorités locales et des représentants des organisations publiques de la République de Bachkortostan (Fédération de Russie), présentation d'une analyse concise des activités du comité et de ses affiliations avec les Nations Unies.

c) Le 20 mars 2011, une lettre du président du comité adressée au nouveau directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève faisait état de la coopération entre le comité et l'ONU.

4. Institut international Winrock pour le développement agricole

Statut spécial : 2000

Introduction

La mission de l'organisation, qui consiste à donner aux plus démunis les moyens de se prendre en charge, à élargir les perspectives économiques et à assurer la pérennité des ressources naturelles, coïncide exactement avec les travaux des Nations Unies.

Contribution à des activités des Nations Unies

Comme indiqué ci-après, l'organisation a mis en œuvre des projets grâce au soutien financier des Nations Unies et participé à des réunions et des conférences.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut Winrock s'est beaucoup impliqué dans les travaux de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Mécanisme pour un développement propre (MDP). De 2010 à 2012, Tim Pearson, un membre de l'institut, a siégé au Groupe de travail boisement et reboisement relevant du MDP. Le personnel de l'Institut Winrock a participé aux conférences et réunions suivantes :

- 2008 : Dix-huitième session de la Commission des forêts pour le Proche-Orient, organisée à Khartoum, au Soudan, du 18 au 21 février.
- Atelier de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques consacré aux questions méthodologiques liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, organisé à Tokyo, du 25 au 27 juin.
- 2009 : Réunion du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur le calculateur de carbone forestier, le 27 avril, à Washington D.C.
- Quinzième session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Copenhague; conférencier invité dans le cadre de l'événement sur la dégradation des forêts, organisé par la FAO, en marge de la session, le 13 décembre.
- 2010 : Secrétariat du Groupe consultatif scientifique et technique auprès du Fonds pour l'environnement mondial, les 1^{er} et 2 septembre, à Washington D.C.; Réunion du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat consacrée aux Inventaires nationaux des gaz à effet de serre dans les forêts, organisée du 23 au 25 février à Yokohama, au Japon.
- Activités pédagogiques organisées le 5 décembre dans le cadre de la Journée de la forêt, et événement organisé, le 6 décembre, par le Forest Steward Council sur le thème « Amélioration de la gestion des forêts tropicales en vue de réduire les émissions de carbone », en marge de la seizième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unie sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Cancun, au Mexique.
- 2011 : Conseils fournis aux Parties sur les Modalités pour les niveaux de référence REDD+, avec le Groupe de travail spécial sur les nouveaux engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto, dans la ville de Panama, le 5 octobre.
- Activités pédagogiques organisées le 4 décembre dans le cadre de la Journée de la forêt; événement soutenu par le Gouvernement norvégien sur le thème « Lignes directrices pour l'élaboration des niveaux de référence des REDD+ », organisé le 5 décembre, en marge de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Durban, en Afrique du sud.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pendant la période concernée, Winrock a mis en œuvre plusieurs projets grâce au financement des Nations Unies :

- Promouvoir la production et l'utilisation des énergies renouvelables à partir de la biomasse au Pakistan : juillet 2010-juillet 2011; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- Électrification rurale du Népal par gazéification de la biomasse : août-décembre 2009; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE)
- Élargir l'accès aux services énergétiques par le biais des marchés de droits d'émission de carbone : janvier-décembre 2009; PNUE
- Équipe de recherche du programmes de bourses d'études John D. Rockefeller III en Inde : octobre 2008-novembre 2009; Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- Équipe de recherche du programme de bourses d'études John D. Rockefeller III au Myanmar : mars-juillet 2008; FAO
- La finance carbone pour l'agriculture, la sylviculture, la conservation et l'action contre la déforestation – Projet du carbone forestier au Mali et à Madagascar : juin 2008-juillet 2011; PNUE
- Projet de prêt de la banque d'Indonésie : janvier 2008-mars 2008; PNUE
- Les perspectives du marché carbone pour l'Afrique : décembre 2007-avril 2008; FAO
- Consolider le secteur du café à Aceh : novembre 2007-avril 2008; PNUE

Des membres du personnel de Winrock ont également écrit deux rapports pour des entités du système des Nations Unies :

- « Cost of implementing methodologies and monitoring systems relating to estimates of emissions from deforestation and forest degradation, the assessment of carbon stocks and greenhouse gas emissions from changes in forest cover, and the enhancement of forest carbon stocks », coécrit par Sandra Brown et Martin Herold pour le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en mai 2009.
- « Carbon market opportunities for the forestry sector of Africa », écrit par S. M. Walker et autres, préparé pour la FAO et présenté dans le cadre de la seizième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique, qui s'est tenue à Khartoum, en février 2008.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut Winrock aide les pays à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement de plusieurs façons :

- Avec l'aide des spécialistes et des bénévoles de l'Institut Winrock, près de 8,1 millions de personnes dans 55 pays ont vu leur productivité et leur revenu augmenter de 30 % par an en moyenne.

- Grâce à 150 000 bourses octroyées en Afrique, des écoliers et des écolières vulnérables ont pu poursuivre leur scolarité et des mères de famille ont obtenu des fonds qui leur ont permis de créer des entreprises.
- Le déploiement de 1,4 million de fourneaux améliorés dans 61 pays a permis de réduire la pollution de l'air dans les habitations.
- Grâce à l'éducation, aux services et aux possibilités de gagner un revenu qui ont été proposés à 30 000 veuves, mères célibataires et enfants vulnérables, il a été possible de réduire l'impact du VIH/sida dans leur vie.
- Plus de 1,1 million d'hectares de terres ont été placées en mode de gestion durable.

5. Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management

Statut spécial: 2008

Introduction

Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management est un réseau international dirigé par des femmes et regroupant des professionnels, qui offre des conseils spécialisés pour aider les associations agricoles et les organismes de gestion des ressources naturelles à renforcer le leadership féminin et à intégrer la dimension hommes-femmes dans leurs programmes de recherche et de développement, leurs projets et leurs structures internes. Le siège de l'organisation se situe actuellement à Bangkok et elle possède également des bureaux à Katmandu, Washington D.C. et Pretoria.

Objectifs

La mission de l'organisation est de renforcer le leadership féminin dans le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles grâce une transformation des organisations et de l'individu.

Changements à signaler

En 2011, le siège a été déplacé à Bangkok pour que l'organisation puisse se rapprocher de ses membres et des activités qu'elle mène dans l'hémisphère sud; elle a élargi son équipe et dispose désormais de trois personnes à temps plein au siège, de coordonateurs de pays au Népal et en Afrique du Sud et d'officiers de liaison à Rome et Washington D.C. Il y a actuellement deux équipes régionales d'associés principaux en Afrique et en Asie, comprenant des membres sélectionnés et formés, originaires du Cameroun, du Kenya, de Madagascar, du Malawi et d'Afrique du sud pour la première équipe, et du Cambodge, de l'Inde, de l'Indonésie, de la République populaire démocratique du Lao, du Népal et des Philippines pour la deuxième. L'organisation s'est élargie et compte désormais plus de 850 membres dans 93 pays. Les hommes représentent environ 12 % du total des membres.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué activement aux activités du grand groupe des femmes sous l'égide du conseil. Plus récemment, elle s'est préparée en vue de sa

participation à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Elle a été l'un des partenaires organisateurs, a souvent participé à des appels conférence et à des réunions régionales afin de préparer la contribution du grand groupe des femmes au processus. Elle a également pris à sa charge les frais de voyage de cinq membres qui ont participé à la conférence et l'organisation d'un événement parallèle. Avant cela, l'organisation était chargée de coordonner les contributions du grand groupe des femmes à la dix-septième session de la Commission du développement durable, animant des tables rondes et des événements liés à l'agriculture et au développement rural. L'organisation coordonne également les activités du grand groupe des femmes pour le Forum des Nations Unies sur les forêts.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé et parrainé la participation d'autres femmes aux réunions suivantes :

- Toutes les réunions de la Commission du développement durable
- Forum des Nations Unies sur les forêts – toutes les conférences et plusieurs initiatives nationales
- Participation aux réunions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, organisées à la FAO chaque mois d'octobre, depuis 2008
- A participé et préparé la représentation des agricultrices à l'édition 2010 du Forum paysan, organisé en collaboration avec le Conseil des gouverneurs du FIDA
- A organisé et dirigé une table ronde sur le thème des femmes dans l'économie verte à la Conférence des Nations Unie sur le développement durable

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec la Commission Huairou, une assistance technique a été fournie à la FAO afin qu'elle puisse engager des recherches sur l'incidence des changements climatiques sur les femmes des régions rurales. Avec le soutien du FIDA, l'organisation a mis en œuvre quatre projets visant à renforcer le leadership des agricultrices au sein des organisations de producteurs agricoles en République populaire démocratique du Lao, aux Maldives, au Népal, aux Philippines et au Sri Lanka.

Initiatives prises afin de favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à faire avancer les objectifs visant l'élimination de la faim et de la pauvreté, et l'égalité des sexes au Népal et aux Philippines, en améliorant l'accès des agricultrices aux services agricoles dans ces pays, grâce au travail réalisé auprès des groupes de producteurs agricoles (dominés par des hommes) pour mieux les sensibiliser à l'égalité des sexes et renforcer le leadership féminin.

6. Women's Association of Macau

Statut spécial : 2008

Changements à signaler

À la fin de l'année 2011, l'organisation comptait parmi ses membres 20 764 particuliers et 10 groupes.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a déployé de grands efforts pour sensibiliser le public aux droits des femmes et des enfants en faisant connaître aux membres de l'association et aux professeurs des écoles de Macao, en Chine, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention sur les droits de l'enfant.

L'organisation a apporté plusieurs contributions au rapport sur la mise en œuvre de la Convention sur les droits de l'enfant et au rapport sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes présentés respectivement en janvier 2010 et janvier 2012 par le Gouvernement de Macao, en Chine.

L'association a créé une permanence téléphonique ouverte 24 heures sur 24 afin de faciliter la mise en œuvre de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui, pour lutter contre la traite des êtres humains et fournir une assistance aux femmes qui en sont victimes à Macao, en Chine.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Deux représentantes de l'association ont participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, organisée à New York, du 22 février au 4 mars 2011.

Deux représentantes de l'association ont participé à une réunion préparatoire en vue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, le Forum international sur les femmes et le développement durable, qui s'est tenu à Beijing, du 9 au 11 novembre 2011 et qui était organisé en collaboration avec la Fédération chinoise des femmes et le gouvernement populaire municipal de Beijing, avec le soutien technique du Secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des risques des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec le Comité des typhons de l'Organisation météorologique mondiale/la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Initiatives prises en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Foyer pour les victimes de violence familiale a accueilli plusieurs femmes et leurs enfants, et les a aidés à reconstruire une vie de famille normale. L'association a instamment prié l'assemblée législative de Macao d'adopter une loi

relative à la prévention de la violence familiale intégrant un accompagnement psychologique obligatoire pour les contrevenants. Une consultation publique a été organisée en 2011.

En 2009, grâce aux efforts concertés de l'association, une modification a été apportée à la Loi régissant les relations de travail, afin que les salariées puissent bénéficier d'un congé de maternité rémunéré d'une durée de 35 à 56 jours. L'association a organisé plusieurs programmes et cours de formation s'adressant aux femmes d'âge mûr afin d'améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs perspectives professionnelles. L'association a déployé d'importants efforts pour lever des fonds en faveur des victimes du séisme et des catastrophes survenues en Chine. Rien qu'en 2011, elle a levé près de 85 000 \$ pour les projets « La mère Eau » et « L'eau potable » destinés aux enfants des écoles primaires et secondaires en Chine. En 2010, l'association s'est vue décerner le prix Global ORBIS Platinum Award et le certificat d'appréciation. Enfin, tous les ans, le 1^{er} décembre, l'association célèbre la Journée mondiale du sida.

7. Women's Consortium of Nigeria

Statut spécial : 2004

Introduction

Le Women's Consortium of Nigeria est une organisation non gouvernementale à but non lucratif, non partisane et non religieuse, qui s'efforce de promouvoir les droits des femmes et des enfants et la réalisation de l'égalité, du développement et de la paix.

Objectifs

Le principal objectif de l'organisation est de promouvoir les droits des femmes afin d'obtenir l'égalité des femmes dans tous les aspects du développement social, politique et économique. Elle s'est également donné pour mission de créer des centres de ressources destinés aux particuliers et aux organisations féminines, d'ouvrir des foyers d'accueil, de suivre l'exécution des engagements gouvernementaux, d'éduquer le public et de coopérer avec les ONG et les organismes nationaux et internationaux afin de promouvoir les droits des femmes et des enfants pour le développement, la paix et la justice sociale.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2008-2011, les activités de l'organisation ciblaient essentiellement le thème de la violence envers les femmes, notamment la traite des êtres humains et l'émancipation des femmes au Nigeria. Même si les activités se déroulaient principalement au Nigeria, l'organisation a acquis une meilleure visibilité à l'échelle régionale et internationale en participant aux réunions annuelles de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, au cours desquelles elle a organisé des événements parallèles correspondant aux thématiques abordées, et en participant aux réunions du Caucus pour les femmes africaines. Le consortium a également organisé des réunions d'orientation et de coordination pour les représentants des ONG nigérianes à la session de la Commission et a contribué à la collecte de

rapports non officiels des ONG nationales et régionales pertinents pour les réunions des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : Des représentants ont participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, organisée à New York, du 25 février au 8 mars; au troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents à des fins commerciales, organisé à Rio de Janeiro, au Brésil, du 25 au 28 novembre; à la réunion technique préparatoire pour l'Afrique en vue du troisième Congrès mondial, organisée à Dakar, les 24 et 25 septembre; et à l'examen périodique de la situation au Nigeria en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à New York (30 juin-15 juillet).

2009 : l'organisation a participé à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue à New York du 2 au 13 mars et a organisé en parallèle, une table ronde sur le thème « Traite des êtres humains, problématiques homme-femme et VIH/sida : les perspectives africaines »; à la huitième Conférence régionale africaine sur les femmes (Beijing +15), organisée du 16 au 20 novembre, à Banjul. Lors de la session de la Commission de la condition de la femme, la directrice exécutive de l'organisation a été désignée par le Caucus des femmes africaines pour siéger sur le Comité du groupe de travail des ONG africaines qui coordonne la Gambie, la Guinée, le Mali, le Nigeria et le Sénégal dans le cadre de l'examen de Beijing +15.

2010 : des représentants ont participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue à New York du 1^{er} au 12 mars, et ont organisé deux événements parallèles, à savoir : un débat intitulé « Aperçu de la violence à l'encontre des femmes et des filles au Nigeria et plus particulièrement du viol, de la traite des femmes et des filles et de la maltraitance des fillettes », ainsi qu'un documentaire et une table ronde sur le thème : « Les femmes occupant des postes publics » le 5 mars, à la Nigeria House.

2011 : des représentants ont participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 22 février au 4 mars, et ont organisé un événement parallèle intitulé « Des obstacles entravant l'accès à la santé publique à l'amélioration de l'accès et de la participation des femmes et des filles à l'éducation, la formation, la science et la technologie », à la Nigeria House.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

2008 : l'organisation était membre du comité préparatoire de coordination pour les représentants des ONG nigérianes participant à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, avec l'appui du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (désormais ONU-Femmes). Elle a joué le rôle de partenaire technique auprès de l'UNIFEM lors de l'élaboration du guide sur l'accès à la justice pour les victimes de la traite des personnes. Avec le soutien de l'UNICEF, elle a organisé une réunion pour les activités préparatoires des ONG et pour l'élaboration du rapport des ONG nigérianes dans le cadre du troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (18 septembre). Elle a participé à la formation nationale des parties prenantes sur

l'intégration de la problématique homme-femme et les nouvelles modalités de l'aide au Nigeria (16 et 17 juin), coorganisée par l'UNIFEM, à Abuja.

2009-2010 : avec l'appui d'UNIFEM Nigeria, l'organisation a tenu des réunions de consultation/coordination afin de préparer le rapport non officiel des ONG nigérianes sur l'examen de Beijing +15.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 : En 2008 et 2009, l'organisation a fourni à plus de 400 enfants de l'école primaire qu'elle a fondée à Ajegunle, dans l'État d'Ogun, des cartables et des fournitures scolaires. Elle a élaboré et fourni des cahiers d'exercices couvrant les besoins éducatifs fondamentaux, des livres de lecture et autres matériaux récréatifs, et a dispensé une instruction aux survivantes de la traite âgées de 15 à 24 hébergées dans les foyers publics de Lagos.

Objectif 3 : 2008-2011, l'organisation a mobilisé et renforcé les capacités des politiciennes nigérianes pour les élections. Elle a mené des campagnes auprès des électeurs, ainsi que des campagnes d'éducation civique et de sensibilisation à l'égalité des sexes et à l'adoption d'une politique de discrimination positive afin d'accroître le nombre de femmes occupant des postes pourvus par élection ou par nomination. Elle a organisé des campagnes contre la traite des femmes et des filles dans les communautés rurales d'origine et de destination.

8. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

Statut spécial : 1948

Introduction

La ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté est une organisation internationale comportant 39 sections couvrant tous les continents, un secrétariat international basé à Genève et un bureau à New York qui se consacre aux travaux de l'ONU depuis 1948. Depuis sa création en 1915, la ligue a réuni des femmes du monde entier qui œuvrent en faveur de la paix par des moyens non violents et s'efforcent de promouvoir la justice politique, économique et sociale.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'engagement actif de la ligue auprès des Nations Unies, en tant que participant de la société civile, a permis d'améliorer le dialogue entre la société civile et les États Membres. La ligue n'a cessé de fournir son expertise en matière de désarmement, d'égalité des sexes et de droits de l'homme. Ses activités et projets contribuent aux travaux de l'ONU :

- Initiative Reaching Critical Will : suivi et communication d'informations concernant la Conférence sur le désarmement.
- Projet Peace Women : suivi et communication d'informations concernant les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité.

- Conseil des droits de l'homme : événements parallèles, plaidoyer, déclarations et présentations.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

a) Commission de la condition de la femme à New York (tous les ans). Les documents finaux et les comptes rendus des événements parallèles sont disponibles sur : www.peacewomen.org.

b) Conseil des droits de l'homme à Genève (tous les ans). Les déclarations sont disponibles sur <http://www.wilpfinternational.org>.

c) Examen périodique universel à Genève (tous les ans).

d) Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève et New York (tous les ans).

e) Commission du développement durable à New York (tous les ans).

f) Conférence sur le désarmement à Genève (tous les ans).

g) Traité de non-prolifération, 2008 et 2009, Comités préparatoires pour la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, organisés du 28 avril au 9 mai 2008 à Genève et du 4 au 15 mai 2009 à New York; Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, organisée du 3 au 28 mai 2010 à New York.

h) Armes légères : troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, organisée à New York du 14 au 18 juillet 2008; quatrième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, organisée à New York du 14 au 18 juin 2010; la Réunion d'experts gouvernementaux à composition non limitée du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects sera organisée au Siège de l'ONU, du 9 au 13 mai 2011.

i) Consultation spéciale avec des membres du Conseil consultatif pour les questions de désarmement (de la cinquante et unième à la cinquante-cinquième session), à Genève et New York (tous les ans).

j) De la première à la troisième session du Comité préparatoire pour un Traité sur le commerce des armes, organisées du 12 au 23 juillet 2010, du 28 février au 4 mars 2011 et du 11 au 15 juillet 2011.

k) Trente-cinquième et trente-sixième Conférences générales de l'UNESCO, organisées à Paris du 6 au 23 octobre 2009 et du 25 octobre au 5 novembre 2011.

l) Assemblée générale : Peace Women et Reaching Critical Will suivent les débats généraux annuels et toutes les déclarations des États Membres relatives à la problématique homme-femme et au désarmement sont postées sur le site Web au www.peacewomen.org.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

a) Peace Women et l'UNIFEM (désormais ONU-Femmes) : partenariat afin de développer le projet Engagements nationaux et la base de données dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) adoptée en 2011 par le Conseil de sécurité.

b) Reaching Critical Will et l'UNIDIR : projet commun pour le suivi du Plan d'action de 2010 du Traité sur la non-prolifération.

c) La ligue et l'UNIDIR : organisation conjointe d'une conférence à l'occasion du dixième anniversaire de la résolution 1325 (2000) à Genève.

d) La ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté et le FNUAP : projet en Bosnie (2010) financé par la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux interdisciplinaires de la ligue concordent avec plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les objectifs 3, 7 et 8; présentations dans le cadre de l'examen périodique universel par rapport à ces thèmes; à l'occasion de la Journée internationale de la femme, événements et déclarations visant à promouvoir l'égalité des femmes et déclaration des ONG sur les femmes et le désarmement présentée à la Conférence du désarmement; engagement des sections nationales de la ligue dans des activités de plaidoyer sur ces thèmes.

9. Won-Buddhism Women's Association

Statut spécial : 2004

Introduction

Depuis sa fondation, en 1995, la Won-Buddhism Women's Association travaille sans relâche pour devenir une organisation où la volonté individuelle de se transformer et la passion pour le progrès social soient mises en pratique. Compte tenu des possibilités accrues pour les femmes de jouer un rôle dans le domaine social, ainsi que de la tendance actuelle aux niveaux national et international à demander l'autonomisation des femmes, l'association regarde vers l'avenir et participe à diverses activités dans ses quatre principaux domaines d'action : égalité des sexes, environnement, réunification et coopération interreligieuse.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du 25 février au 7 mars 2008 : l'association a participé à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York.

Du 22 au 27 octobre 2009 : l'association a participé au Forum des ONG de la région Asie-Pacifique sur Beijing+15, organisé au Miriam College à Manille, afin de préparer le quinzième anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes, à Beijing.

Du 1^{er} au 10 mars 2010 : l'association a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme à New York; la présidente Han a présenté un rapport intitulé : « Les changements climatiques et la réponse des femmes ».

Du 22 février au 4 mars 2011 : l'association a participé au forum organisé par les groupes d'Asie-Pacifique à l'occasion de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 – Élimination de la pauvreté et de la faim : a) construction du Centre des femmes de Hanuran et des installations nécessaires à la fabrication et à la commercialisation du pain à KaPhunga, au Swaziland, pour « l'autosuffisance »; b) l'équivalent de 20 000 \$ en tissus a été donné au Centre des femmes de Hanuran pour la fabrication de vêtements; c) tous les ans, depuis 2000, soutien aux enfants de la République démocratique populaire de Corée par l'envoi de lait en poudre destiné aux enfants souffrant de grave malnutrition et de farine de blé.

Objectif 2 – Éducation universelle : a) cours d'anglais gratuits pour les adultes, permettant aux immigrants à faible revenu installés aux États-Unis d'accéder à l'éducation et de s'implanter au sein de leur communauté; en 2010 et 2011, 5 000 \$ ont été versés à l'appui du Centre de services communautaires de Wonkwang à New York; b) cours d'informatique : pour permettre aux Indiens à faible revenu de progresser au sein de la société; en 2011, 20 000 \$ ont été versés à l'appui de l'Institut pédagogique Won, en Inde.

Objectif 3 – Partenariats internationaux : a) Tous les ans, de 2008 à 2011, à l'occasion de la Journée de l'hangeul (9 octobre), des concours en langue coréenne ont été organisés, permettant aux femmes et aux enfants issus de familles multiraciales et multiculturelles d'apprendre le coréen et sa culture; b) création de liens entre les femmes ayant immigré pour se marier et les femmes locales. La campagne « Devenir une marraine » a été conçue pour aider les immigrées venues se marier à s'adapter la vie en République de Corée; c) les visites du pays d'origine permettent aux jeunes coréens qui ont été adoptés en Europe de découvrir la République de Corée, pays où ils sont nés, et la culture coréenne.

Objectif 4 – Viabilité environnementale : a) l'Académie Hanuran a travaillé avec des experts environnementaux afin de souligner à quel point il est important de tenir compte de l'environnement, de prendre des mesures contre les changements climatiques et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Avec l'appui du Ministère de l'environnement, elle a organisé des séances de discussion pour réduire la quantité de nourriture gaspillée et promouvoir des mesures concrètes visant à préserver l'environnement; b) le programme « Tremplins verts » est organisé tous les ans pour expliquer aux enfants qu'il est important de préserver l'environnement.

10. Woods Hole Research Center

Statut spécial : 1996

Introduction

Le Woods Hole Research Center, organisation non gouvernementale de recherche scientifique et sur les politiques, continue de traiter de divers problèmes mondiaux d'environnement, particulièrement ceux qui touchent les changements climatiques et les forêts. Des membres du personnel du centre ont participé à de nombreuses réunions des Nations Unies pendant la période allant de 2008 à 2011. Le centre entend continuer ces activités, de même que de coopérer avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies, le cas échéant.

Objectifs

Le centre a été fondé en 1985 afin de définir et de défendre l'habitat humain mondial et son intégrité biologique et fonctionnelle. Il réalise des recherches, détermine des politiques publiques et appuie des activités éducatives permettant de promouvoir le bien-être des êtres humains et de l'environnement. Le Centre a pour mission de comprendre les causes et les conséquences de l'évolution environnementale, en vue de concevoir des solutions d'ordre politique pour un monde meilleur.

Changements à signaler

L'organisation n'a subi aucun changement susceptible d'avoir un impact notable sur son statut auprès du Conseil.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les scientifiques et le personnel de l'organisation sont étroitement associés aux travaux entrepris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Des représentants du centre ont notamment pris part à des sessions de négociation et participé activement aux efforts déployés à l'échelle nationale et internationale dans le domaine du climat, du développement durable et de la politique d'aménagement du territoire. Par ailleurs, ses scientifiques se réunissent et participent à des processus nationaux et internationaux visant le développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période 2008-2011, des représentants du centre ont participé aux réunions intersessions et aux Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et ont organisé des événements en marge des sessions. Ils ont également participé aux sessions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation participe aux efforts de plusieurs entités du système des Nations Unies. Les scientifiques et le personnel se sont engagés dans le renforcement des capacités au titre du programme ONU-REDD et de la Convention-cadre des Nations

Unies sur les changements climatiques, et participent également à des activités communes avec des entités du système des Nations Unies et des organismes apparentés, notamment l'UNESCO, la FAO et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation soutient les objectifs du Millénaire pour le développement liés au développement durable dans le cadre de ses travaux avec les gouvernements nationaux et les processus internationaux qui visent à renforcer les capacités nationales pour surveiller et évaluer la santé de leurs ressources naturelles, y compris les forêts, les sols et l'eau. On mentionnera au nombre de ces initiatives spécifiques la création du Forum pour la préparation à REDD+ et l'Initiative internationale sur l'azote. Par ailleurs, elle travaille avec les parties concernées sur le terrain, y compris les populations autochtones et les collectivités locales, afin de tirer les enseignements de ces derniers et de renforcer leurs capacités pour qu'ils puissent gérer leurs ressources naturelles de manière efficace et durable. Ces efforts ont consisté notamment à organiser une série d'ateliers pour partager avec les populations autochtones des compétences liées à la cartographie et au suivi des forêts, à travailler avec des communautés africaines pour améliorer la fertilité des sols et la capacité de rétention d'eau, et avec des communautés du bassin amazonien sur l'aménagement du territoire.

11. Word of Life Christian Fellowship

Statut spécial : 1996

Introduction

Word of Life Christian Fellowship est une organisation non gouvernementale créée en 1985, dont le siège se trouve à Kingston, en Jamaïque. L'organisation a conclu avec l'Association internationale Third World Leaders un partenariat et une entente dans le cadre desquels elle est autorisée à la représenter.

Objectifs

L'organisation s'emploie à diffuser des informations dans le cadre de réseaux avec des gouvernements et divers groupes afin de faciliter les échanges de compétences et de technologie et l'entraide financière. Elle a pour but d'encourager le développement et la croissance et de faire entendre la voix des particuliers en ce qui concerne les questions relatives à leurs conditions de vie. Elle s'emploie notamment à encourager les activités de communication et d'information dans les villes, à mettre en œuvre des projets visant à assurer des formations professionnelles, à protéger l'environnement, à mener des activités sportives et à créer à l'intention des entrepreneurs des ateliers fonctionnant selon le « principe de la graine de moutarde », principe biblique qui encourage chacun à commencer par s'appuyer sur ses propres ressources, si modiques soient-elles, pour atteindre ses objectifs.

Contribution aux activités des Nations Unies

Formation sur le leadership : en 2011, des représentants de l'organisation ont organisé une formation sur le leadership destinée à plus de 10 000 dirigeants issus du monde de l'entreprise, de la politique, de la religion, de l'industrie et des services, réunis à Lima sur le thème : « Transformation ». En 2011, ses représentants ont organisé des activités de formation et des conférences sur le leadership à l'intention de 194 personnes. En juillet 2011, à Lubumbashi, le corps diplomatique, les milieux d'affaires, des chefs religieux et des responsables gouvernementaux ont participé à un déjeuner de prière organisé à l'intention des parlementaires, au cours duquel ont été abordés des thèmes comme la paix, la gouvernance et le développement socioéconomique de l'Afrique.

Santé, sensibilisation et prévention : avec des représentants de l'État du Texas, au Caucus des législateurs noirs du Texas (Texas Legislative Black Caucus), qui a organisé son onzième Sommet africain-américain du 28 février au 1^{er} mars 2011, l'organisation a participé à un débat sur les problèmes auxquels sont confrontés les afro-américains texans. En mars 2011, l'organisation a servi d'intermédiaire entre le distributeur pharmaceutique Scripts for Life Pharmacy et le Sierra Leone afin d'exporter des médicaments destinés à la population de ce pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours des quatre dernières années, l'organisation a participé à plusieurs séminaires et débats aux Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'UNICEF et l'Université des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Lutte contre le VIH/sida : des représentants ont organisé des réunions pour mettre les gens en garde contre les dangers du sida et leur indiquer comment éviter la maladie.

Développement de l'éducation : pendant la période 2008-2011, l'équipe a continué d'œuvrer en faveur du développement de l'éducation en organisant des conférences et des réunions.

Lutte contre la pauvreté : en 2010, l'organisation a œuvré en faveur du développement économique du Ghana. Près de 17 chefs d'entreprise d'Australie, du Canada, des États-Unis, de la république de Corée et de Singapour ont été mobilisés au Ghana, avec un capital de plus de 1 milliard de dollars, et ont relevé le niveau des délégations commerciales.

12. World Council of Independent Christian Churches

Statut spécial : 1996

Introduction

Le World Council of Independent Christian Churches est une organisation créée pour fournir un appui aux églises chrétiennes indépendantes, aux pasteurs, aux écoles et à des particuliers dans les pays en développement du monde entier.

Objectifs

Le conseil estime qu'il aide à répondre à un besoin d'appui d'ordre confessionnel parmi les églises indépendantes. Il contribue à fournir cette assistance grâce à des programmes extrêmement divers qui favorisent la camaraderie, la communion, la collaboration ecclésiastique mutuelle, la formation et l'appui à l'intention de congrégations indépendantes et de membres du clergé. Le conseil estime qu'il est très important que chaque personne exerce les droits qui lui sont reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme, particulièrement l'article 18. L'un des objectifs du conseil est de diffuser des renseignements concernant la tyrannie et l'oppression religieuses, quelles que soient les formes qu'elles prennent dans le monde, pour mettre fin aux obstacles à la liberté de religion et à toute violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période concernée, le Conseil a apporté sa contribution à plusieurs réunions et enquêtes organisées par les Nations Unies, y compris : une déclaration écrite dans le cadre du débat de haut niveau de la session de fond de 2010 du Conseil économique et social, intitulée « L'Église et l'égalité des sexes : utiliser l'Évangile pour promouvoir l'égalité des droits »; envoi d'une réponse lors de l'évaluation intermédiaire pour la Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones; réponse à l'étude concernant l'impact de la crise économique internationale sur les organisations de la société civile et réponse au questionnaire du Répertoire des ONG engagées dans un partenariat avec la Division des politiques sociales et du développement social. En octobre 2011, lors de la séance d'information à l'intention des ONG avec le Secrétaire général, un représentant du Conseil a fait une allocution pour présenter une image juste et fidèle des relations entre juifs, musulmans et chrétiens dans la péninsule du Sinaï.

Participation à des réunions des Nations Unies

- Soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations internationales sur la réaffirmation des droits de l'homme pour tous, du 3 au 5 septembre 2008; Journée internationale de la démocratie, 15 septembre 2008
- Huitième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, du 18 au 29 mai 2009
- Soixante-deuxième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations internationales sur le thème « Pour la paix et le développement : désarmons maintenant! », du 6 au 11 septembre 2009

- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, du 1^{er} au 12 mars 2010
- Soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations internationales sur le thème « Progresser dans la santé : réaliser les objectifs du millénaire pour le développement », du 30 août au 1^{er} septembre 2010
- Soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations internationales sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptifs », du 3 au 5 septembre 2011
- Séance d'information à l'intention des ONG avec le Secrétaire général, 26 octobre 2011

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le conseil a collaboré avec plusieurs entités du système des Nations Unies de façon à promouvoir ses principaux objectifs; par exemple, il a coopéré avec la FAO pour fournir une assistance en matière de forage de puits dans les pays en développement. Il a également participé en qualité d'observateur à des réunions du PNUE sur le développement durable en Afrique sub-saharienne. Le conseil a coordonné des activités de forage de puits au Malawi avec l'UNICEF.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim, objectif 3 : Réduire de moitié, la proportion de la population qui souffre de la faim : depuis sa création en 1992, le conseil, agissant par l'entremise de ses directeurs nationaux, a élaboré de nombreux programmes de distribution de denrées alimentaires. Avec la coopération des églises et des pasteurs locaux, qui ont été chargés de la distribution, il a pu maintenir et élargir ces programmes.

Objectif 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous : le conseil a élaboré, grâce au Mt. Sinai International Seminary, un programme d'enseignement permettant de dispenser gratuitement une éducation aux pasteurs.

Objectif 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : le conseil collabore avec l'International Foundation for Minority Empowerment afin de promouvoir l'éducation et la démarginalisation des femmes.

Objectif 4 – Réduire la mortalité infantile : le conseil collabore avec Save a Girl Child afin de prévenir les infanticides d'enfants du sexe féminin et les avortements de fœtus féminins en Inde en fournissant une éducation, un appui immédiat et en favorisant la constitution de groupes de femmes.

13. World Human Dimension

Statut spécial : 2000

Introduction

La World Human Dimension a été créée en 1991 comme organisation non gouvernementale. Le principal objectif de l'organisation est la coopération

internationale dans le domaine humanitaire dans le but de promouvoir le développement pacifique de tous les aspects de la vie humaine tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux, y compris la Déclaration des objectifs du Millénaire pour le développement.

Changements à signaler

Au cours de la période 2008-2011, le nombre de salariés de l'organisation travaillant à l'extérieur de la Fédération de Russie a augmenté, notamment à New York, Genève, Vienne et Bruxelles.

Contribution à des activités des Nations Unies

2008-2011 : l'organisation a financé des tables rondes, des séances d'information, des symposiums, des réunions, des projets, des programmes, des concours, des recherches scientifiques, ainsi que la participation à des réunions, conférences et autres activités liées au programme de travail des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2008 : des représentants ont participé à la soixante et unième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème de la réaffirmation des droits de l'homme pour tous, organisée à Paris, du 3 au 5 septembre.

2009 : des représentants ont assisté aux réunions suivantes : événement organisé le 26 octobre, à New York, en marge de l'Assemblée générale, intitulé « Vers la réalisation du droit au développement »; réunion d'information du Département de l'information avec les organisations non gouvernementales sur le thème « Le développement pour tous : Intégrer la dimension incapacités dans les objectifs du Millénaire pour le développement », à New York, le 11 juin; réunion de réflexion sur la foi intitulée « L'Islam et son message de paix et de concorde entre les civilisations », à New York, le 15 octobre.

2011 : des représentants ont participé aux fonctions suivantes : forum organisé par le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, intitulé « Investir dans les femmes et l'entrepreneuriat : solutions pour la réalisation de l'objectif 3 des objectifs du Millénaire pour le développement », à New York, le 8 mars; réunion du Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures de l'UNESCO sur le thème « Construire la paix : la réconciliation grâce à l'éducation, aux sciences, à la culture et à la communication », à New York, le 11 mars; séance d'information sur le thème « Recadrer la question du handicap de manière à mettre fin à la discrimination fondée sur la capacité physique (capacitisme) dans l'éducation et l'emploi à travers le monde », à New York, le 17 mars; séance d'information sur le thème « Lutter contre le terrorisme : racines, incidences et réponses », à New York, le 7 avril; et table ronde sur le thème « Justice et responsabilité après l'Holocauste », à New York, le 9 novembre. Des représentants ont participé à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Sociétés durables; citoyens réceptif », organisée à Bonn, du 3 au 5 septembre.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

2009 : en application des directives fournies par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et sur la base de l'interaction avec le système d'achats des Nations Unies, l'organisation a conçu, à l'intention des entreprises russes, un programme de participation à des salons consacrés à l'aide et au commerce, qui fournit des informations détaillées sur les programmes de passation des marchés de l'ONU.

2011 : en collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies et d'autres bureaux de l'ONU à Moscou, l'organisation a conçu un manuel d'information sur les activités des Nations Unies afin d'encourager les jeunes à mieux connaître l'ONU grâce à ses programmes de stage.

2011 : un représentant a ébauché une contribution à un séminaire intitulée « Une conversation sur la prévention du génocide », financée par le Programme de communication sur l'Holocauste et les Nations Unies, à New York, le 20 mai.

Initiatives prises pour favoriser le développement des objectifs du Millénaire pour le développement

2009 : en mai, l'organisation a cofinancé le symposium sur la création de liens entre les objectifs du Millénaire pour le développement, le handicap et les problèmes du vieillissement, organisé par la World Human Dimension et le « Moscow Art » Lions Club.

Renseignements complémentaires

En 2010 et 2011, l'organisation a financé une série de trois tables rondes consacrées au Dialogue entre les civilisations, en vue de créer un lien vers la référence à la tolérance figurant au paragraphe 6 de la Déclaration du Millénaire. En février 2010, elle a lancé un concours récompensant le meilleur rapport de recherche sur le Dialogue entre les civilisations. Le gagnant du concours, un étudiant universitaire, a expliqué, dans son rapport, le sens de la formule sur la réalisation de la paix entre les civilisations prononcée par le Président Reagan dans le cadre de son allocution à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale.

14. Fédération mondiale des anciens combattants

Statut général, 1952

Introduction

La Fédération mondiale des anciens combattants est une organisation regroupant des associations nationales d'anciens combattants et victimes de guerre ainsi que de personnes ayant pris part à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Elle représente 174 associations d'anciens combattants, de bérets bleus et de victimes de guerre dans 93 pays (environ 27 millions de personnes).

Contribution à des activités des Nations Unies

Lors de la vingt-sixième Assemblée générale, qui s'est tenue du 19 au 23 octobre à Copenhague, la fédération a décerné un prix de réhabilitation, saluant les contributions uniques en matière de réhabilitation, notamment celles qui visent

les anciens combattants et les victimes des conflits armés. Deux personnes d'Israël et de la Fédération de Russie ont été récompensées, ainsi que des centres de réhabilitation au Portugal et en Serbie. Plusieurs résolutions intéressant directement ou indirectement les Nations Unies ont été adoptées, par exemple, sur les anciens combattants lourdement handicapés, les conditions de vie des veuves des anciens combattants handicapés, le soutien aux handicapés et leurs familles, l'état de stress post-traumatique, le droit humanitaire international, les Conventions de Genève, les réfugiés, les violations des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, la Convention sur les enfants soldats dans les conflits armés et le désarmement nucléaire.

La septième Conférence Internationale sur la législation des Anciens combattants et victimes de guerre, organisée à Paris du 24 au 26 novembre 2010, a réuni des participants représentant des associations membres et non membres de la Fédération mondiale des anciens combattants, venus du monde entier pour débattre des questions dans le cadre de trois ateliers thématiques : a) Reconnaissance du statut d'ancien combattant et législation; b) victimes civiles de la guerre et c) psycho-traumatisme et effets de la guerre moderne.

Le Comité permanent aux affaires européennes (26-28 mai 2011) a adopté des recommandations sur les thèmes suivants : Convention relative aux droits des personnes handicapées, santé et bien-être, aide aux réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et mesures visant à lutter contre la xénophobie et le racisme en Europe.

Le Comité permanent pour l'Asie et le Pacifique s'est rencontré du 20 au 24 septembre 2011 pour parler de la situation des anciens combattants dans la région.

Lors de sa réunion organisée du 16 au 17 novembre 2011, le Comité permanent des femmes s'est plus particulièrement attaché à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité relative aux femmes et à la paix et la sécurité, avec des présentations de plusieurs orateurs à ce propos. Sur le plan international, conformément à son attachement aux principes des Nations Unies visant à créer un monde plus pacifique, la fédération a publié des communiqués dans le cadre d'événements majeurs, notamment, en février 2009, à propos de la situation à Gaza. Elle a accueilli favorablement la résolution S-9/1 du Conseil des droits de l'homme et a appelé à la reprise de l'aide et la réouverture de l'accès vers Gaza, exhortant les associations membres à prendre ou à encourager toute mesure susceptible de contribuer à la création d'un processus de paix dans la région.

De même, en juin 2011, la fédération a publié un communiqué dans lequel elle déclarait qu'elle s'associait à la communauté internationale pour condamner fermement la répression à l'encontre des populations de la Lybie, de la République arabe syrienne et du Yémen, et qu'elle approuvait la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité.

Participation à des activités des Nations Unies

L'organisation a assisté ou participé aux réunions/événements suivants : Comité d'ONG sur la condition de la femme (une ou deux fois par an); Comité du développement social et Forum de la société civile; réunion de 2010 de la

Conférence des parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

15. World Vision International

Statut général : 2004

Introduction

World Vision est une organisation chrétienne internationale de développement, d'aide et de défense des intérêts travaillant avec des enfants, des familles et leur communautés afin de lutter contre la pauvreté et l'injustice.

Objectifs

Transformer les communautés : parce que les causes à l'origine de la pauvreté sont à la fois locales et internationales, World Vision œuvre auprès des communautés et dans les différentes zones géographiques pour aider les particuliers et les groupes à améliorer le bien-être des enfants et à lutter contre la pauvreté.

Répondre aux catastrophes : World Vision est bien placée au niveau mondial pour répondre aux besoins d'urgence et fournir des denrées alimentaires, de l'eau et des abris en cas de catastrophe, et pour aider les communautés à se remettre sur pied et éviter que les catastrophes ne se reproduisent à l'avenir.

Susciter des changements à l'échelle internationale : World Vision encourage les institutions, les donateurs et le public à confronter les problèmes internationaux qui perpétuent la pauvreté. Le personnel chargé de la défense des intérêts encourage les communautés à plaider en faveur de leurs droits, à l'échelle locale et internationale.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis 2008, l'organisation s'est engagée dans le processus d'examen périodique universel en présentant environ 28 rapports de parties prenantes issues des bureaux nationaux et des bureaux d'appui, soulignant les avancées et les préoccupations qui persistent dans le domaine des droits de l'enfant au sein des pays où elle travaille. C'est la première organisation non gouvernementale qui a présenté un rapport sur les droits de l'enfant rédigé par des enfants. Depuis, d'autres lui ont emboîté le pas, et elle a de plus en plus souvent utilisé le mécanisme d'examen périodique universel pour rappeler aux gouvernements leurs obligations en matière de santé infantile. Lors de l'adoption des rapports de l'examen périodique universel, plusieurs mois après les examens, elle fait régulièrement des déclarations sur les problèmes qu'elle a soulevés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis 2008, l'organisation a, d'une façon ou d'une autre, participé à la presque totalité des sessions du Conseil des droits de l'homme, et s'est engagée plus d'une vingtaine de fois dans l'examen périodique universel.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Avant 2008 et jusqu'à ce jour, l'organisation a collaboré avec les différentes Procédures spéciales et les a soutenues lorsque leurs domaines d'intérêt coïncidaient

avec les siens. L'organisation a notamment apporté son soutien au Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, au Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, au Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation, et dernièrement, au Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, qui a récemment ciblé le droit à la nutrition. L'appui a pris plusieurs formes : séances d'information dans le cadre de leurs visites de pays, informations thématiques pour leurs domaines de recherche annuels, déclaration au Conseil des droits de l'homme afin d'appuyer leurs activités, organisation de manifestations parallèles au cours desquelles ils ont présenté leurs résultats. En 2009, dans l'est de la République démocratique du Congo, l'organisation a démarré un nouveau programme avec le PAM qui se poursuit toujours et s'est même élargi. En 2010, l'organisation a poursuivi les programmes et élargi ceux qu'elle avait mis en place en collaboration avec le PAM, en Haïti, avec un portefeuille annuel allant jusqu'à 15 millions de dollars. World Vision est l'un des principaux partenaires du PAM sur l'initiative des transferts de fonds et de coupons. Aujourd'hui, en Haïti, World Vision est un membre fidèle et important de l'équipe humanitaire nationale et elle est présente sur tous les fronts.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Éducation nutritionnelle : World Vision apprend aux parents qu'il est important de donner à leurs enfants des aliments contenant des éléments nutritifs essentiels comme les vitamines A et C.

Prévention de la malaria : World Vision travaille dans des dizaines de pays africains où elle propose son aide pour prévenir la malaria, notamment en fournissant des médicaments, des formations et des moustiquaires imprégnées d'insecticide.

Soins préventifs : World Vision cible la prévention des maladies infantiles grâce à des programmes de soins prénataux et de soins aux enfants dans différents pays à travers le monde.

Participation de la communauté : World Vision collabore avec les communautés pour réduire les risques liés à la grossesse et l'accouchement, et les incite à utiliser les services de santé et à apprendre à sauver des femmes.

Gestion des ressources humaines : World Vision met l'accent sur la protection des ressources naturelles. Les agriculteurs apprennent à protéger leur plus grande richesse, la terre, en empêchant la dégradation des sols, en intensifiant le développement durable et en améliorant la productivité.